

«IL EXISTE BEL ET BIEN UNE GUERRE DES CLASSES MAIS C'EST MA CLASSE, LA CLASSE DES RICHES QUI FAIT LA GUERRE ET C'EST NOUS QUI GAGNONS.»

11 janv. 2013. Au terme d'un processus digne des plus guignolesques spectacles médiatiques, les apparatchiks de 3 syndicats minoritaires osent apposer leur signature au bas d'un "accord" avec le patronat dit de "sécurisation de l'emploi".

6 mars 2013. La majorité parlementaire, bon godillot, s'apprête à transcrire ce texte dans le marbre des lois, avec pour consigne impérative d'en reprendre jusqu'à la moindre virgule, afin de satisfaire aux exigences de la cheftaine du MEDEF et des agences de notation que le capitalisme a érigées en juges des économies comme des Etats.

5 mars 2013. Biberonnés par 40 années de crise structurelle du capitalisme, hypnotisés par des crises financières à répétition depuis 2008, matraqués par les dogmes nouveaux de la dette et de la compétitivité, bernés par un nouveau gouvernement, les salariés de France sont ENFIN appelés à l'action par les syndicats...

A l'opposé de toute "sécurisation de l'emploi", le projet de loi en discussion parlementaire dès demain a pour objectif de renforcer la mobilité et la flexibilité des salariés – en bref, leur précarité –, ainsi qu'à légaliser le chantage patronal à l'emploi – ce que le patron de Renault a d'ors et déjà entendu. La seule chose qui soit véritablement garantie par cet accord, c'est une plus grande liberté donnée aux patrons pour licencier. Ce texte, c'est une étape de plus dans la déconstruction du droit du travail. Rien d'autre. Ce droit du travail, même s'il n'est que la légitimation par l'Etat d'un rapport de forces au sein du système productif, ne doit pas servir de variable d'ajustement.

Ce texte une fois voté, les patrons auraient toute marge de manœuvre pour, par exemple et au nom toujours de la "défense de l'emploi",

imposer des baisses de salaires aux travailleurs gagnant plus de 1 300 € nets par mois – à peine plus d'un SMIC –, sans pour autant avoir à garantir l'absence de licenciements 2 ans plus tard... Il leur serait offert d'exiger de leurs salariés une mobilité géographique à l'échelle de tout le pays, et le privilège de licencier pour simple motif personnel celui qui refuserait cette mutation... Un patron pourrait même afin de licencier se passer d'un "Plan de Sauvegarde de l'Emploi" – ce bel euphémisme de la novlangue capitaliste ! Les possibilités pour les salariés de contester un licenciement seraient rendues encore plus difficiles. D'ailleurs, le droit au recours devant le tribunal des prud'hommes serait lui aussi entamé, notamment par un délai de prescription pour licenciement abusif réduit à 2 ans.

En cet hiver 2012-13, il ne se passe quasiment pas un jour sans qu'on ne constate la multiplication des plans de licenciements, des projets de suppression d'emplois ou de fermeture de sites. La construction automobile, comme la métallurgie, secteurs industriels à la pointe de la recomposition du capitalisme, affichent les plans de restructuration parmi les plus lourds : 11 000 suppressions d'emplois chez Peugeot-PSA, avec la fermeture de l'usine historique d'Aulnay ; 7 500 suppressions chez Renault-Nissan ; et combien de centaines ou de milliers d'emplois menacés dans la sous-traitance ? Cet hiver de l'emploi, c'est encore la menace de liquidation de l'usine Goodyear à Amiens dont les ouvriers luttent depuis 5 ans. Mais il faut surtout additionner les entreprises dont les projets de destruction de l'emploi ont le luxe d'être médiatisés : Arcelor-Mittal, Sanofi, Virgin, Candia, Doux, Alcatel-Lucent, Petroplus, etc. Quoi de moins surprenant alors que de revoir des travailleurs méprisés recourir

à la menace de faire sauter leur outil de travail avec des bonbonnes de gaz afin d'être enfin entendus ? La fonction publique et les entreprises publiques ne sont pas plus épargnées, avec 150 000 postes supprimés ces 3 dernières années, le Parti Socialiste au gouvernement poursuivant le même projet politique que ses prédécesseurs de droite.

Sans même le bénéfice de cet "accord" peut-être bientôt fait textes de loi, le rouleau compresseur patronal n'épargne aucun secteur dans son projet d'enrichir toujours plus le capital et d'appauvrir toujours plus le travail. L'armée de réserve des travailleurs au chômage compte déjà 5 millions de personnes dans ses rangs, grossis d'un millier chaque jour, alors que dans les usines, sur les chaînes de montage, dans les bureaux, sur les chantiers, partout, l'organisation du travail, les gains de productivité jouent toujours contre les travailleurs. "A bas les cadences infernales" reste un slogan d'actualité. Trop souvent, cette détresse mène des salariés au suicide sur le lieu même de leur exploitation. On en arrive à voir désormais des chômeurs s'immoler par le feu. Voici le capitalisme. Voici le visage réel d'une société où l'apathie du mouvement social permet que seul compte le profit d'une minorité. **On crève, trop souvent, d'attendre un travail devant Pôle Emploi, on crève, trop souvent, d'avoir trop de travail au turbin.** Il est vrai qu'on a encore la liberté de crever de misère dans la rue.

A écouter les capitalistes et leurs larbins en politique, les trop nombreux gratte-papier qui peuplent les médias ou les jaunes parmi les syndicats, nous devrions accepter sans broncher, pour "sauver l'emploi", le recours croissant au chômage partiel, des vies brisées par les licenciements, de nouvelles dégradations des conditions de travail, des salaires en baisse, des retraites de misère, des acquis sociaux

rognés. Et pour autant encore dire merci quand les allocations dues sont payées, et en ayant la gentillesse d'intégrer tous ces discours réactionnaires sur les "assistés" et les "immigrés". **Voilà le chantage du capital, du gouvernement et des propagandistes du "dialogue social" ou du "modèle allemand", de leurs "accords de compétitivité" et de leurs "plans de sécurisation de l'emploi".** Voilà ce que nous voyons dans leurs "accords" du 11 janvier !

Enfin – il était temps –, des organisations syndicales appellent tous ceux qui préfèrent leurs camarades de chagrin aux taux de profit des capitaux, à la grève, à la manif". Il n'aurait pas fallu attendre leur appel !

Le Parti Socialiste a démontré une fois de plus qu'installé au pouvoir, il n'avait d'autre projet que de se montrer bon gestionnaire, réformateur au service du capital contre les intérêts de ses électeurs. Maintenant que les orphelins de la gauche ont une nouvelle fois pris conscience de cette fonction sociale du PS, plus nous serons nombreux, mieux cela sera – bien sûr.

Cette journée du 5 mars, tous ensemble dans la rue, ne peut cependant pas être autre chose qu'une étape dans la construction d'un mouvement social autonome, fort de la mobilisation de chacun sur ses lieux de vie et de travail, dans tous les champs de lutte possibles, dans une volonté de convergence avec les camarades déjà au combat, chez Peugeot-PSA, comme chez Virgin ou à Notre-Dame-des-Landes.

Construire partout des rapports de force. Ne rien attendre des pouvoirs en place. Ne jamais déléguer ses luttes. Prendre plutôt que d'attendre.

Le printemps est la plus belle des saisons pour les grandes explosions sociales !

Organisation **C**ommuniste **L**ibertaire

L'Egrégore – BP 1213 – 51 058 REIMS Cedex.

<http://oclibertaire.free.fr>

Retrouvez L'Egrégore tous les lundis à 19h sur Radio Primitive (92,4 FM)